



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

CES - Semestre européen 2016

Contribution de l'UEL au PNR

Michel Wurth

Président de l'UEL

23 mars 2016

www.uel.lu

Rapport 2016 pour le Luxembourg

Le rapport de la Commission européenne

- » Souligne la fragilité des résultats de croissance économique
- » Met en relief les progrès limités du Luxembourg dans la mise en œuvre des 3 recommandations du Conseil de 2015
- » Enumère les défis à relever par les pouvoirs publics
- » Est largement partagé par l'UEL
- » Confirme les messages des organisations patronales



L'UEL déplore que le Gouvernement ne commente pas les propositions de la Commission européenne

Contexte économique international

Economie européenne connaît légère reprise, toutefois intensification des risques extérieurs

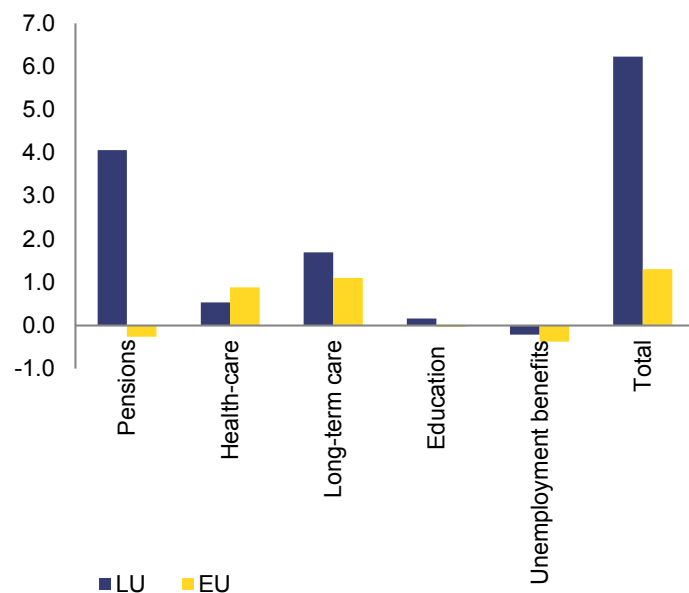
- » Contexte géopolitique mouvant
- » Volatilité des marchés financiers
- » Politique monétaire de la BCE
- » Brexit/Schengxit
- » Ralentissement de l'économie chinoise

Reprise dans l'UE reste lente et fragile, nécessité de

- » Accélérer les réformes structurelles
- » Encourager l'investissement
- » Renforcer la compétitivité de l'économie

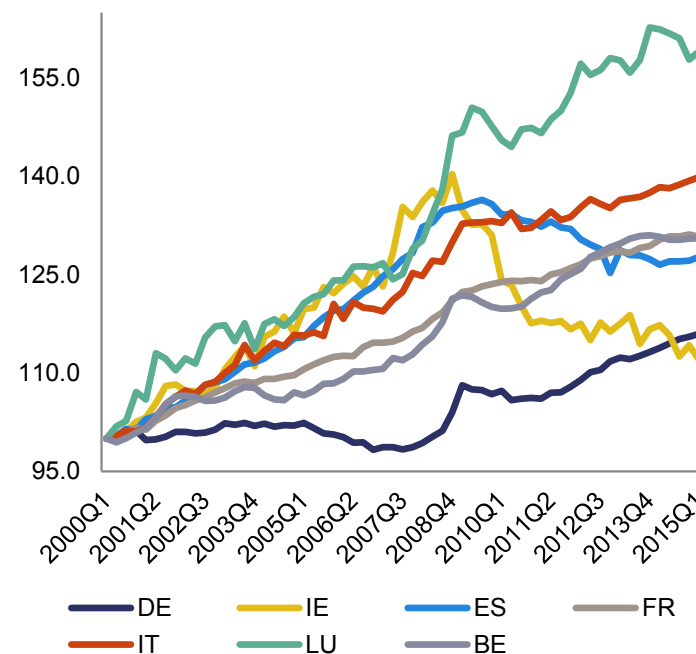
Contexte économique national

Augmentation des dépenses liées au vieillissement de la population par principales composantes (projection 2013-2060, en % du PIB)



Source: 2015 Ageing Report

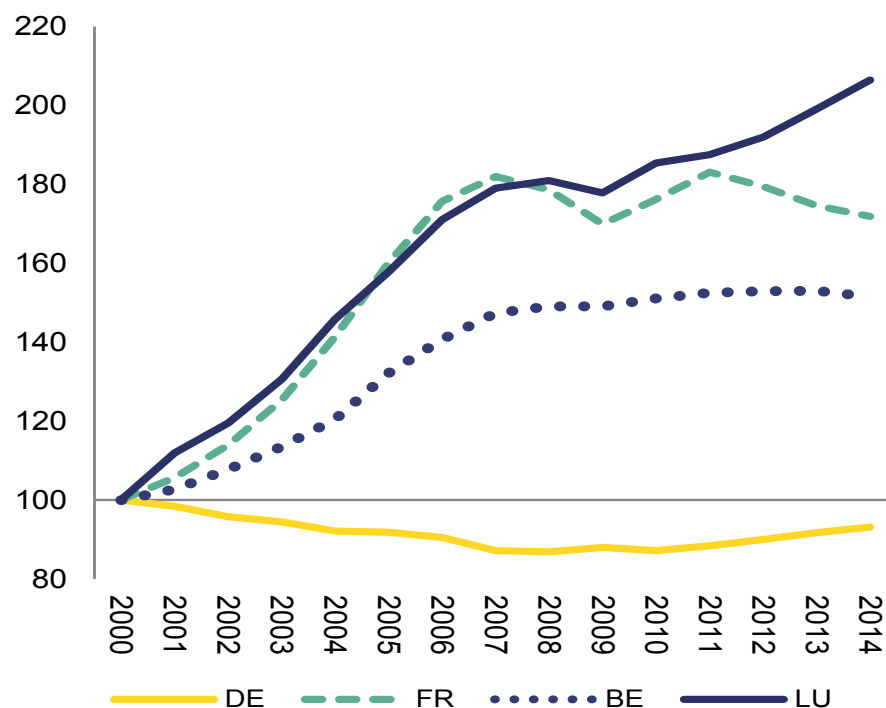
Evolution des coûts salariaux unitaires (CSU) (2000Q = 100)



Source: Eurostat, National Accounts

Contexte économique national

Evolution des prix réels du logement au Luxembourg et dans les pays voisins (2000 = 100)



Source: European Commission

Contexte économique national

Luxembourg « petit pays ouvert » a besoin de

- » Comptes publics solides et soutenables
- » Structures économiques sur-performantes pour financer la politique sociale
- » Niveau élevé d'investissements pour conserver des perspectives de croissance
- » Environnement économique favorable à la création et au développement d'entreprises
- » Politique d'emploi efficace et système d'éducation performant
- » Logements accessibles
- » Politique énergétique et climatique compétitive

Défis 1 : Assurer la soutenabilité des finances publiques

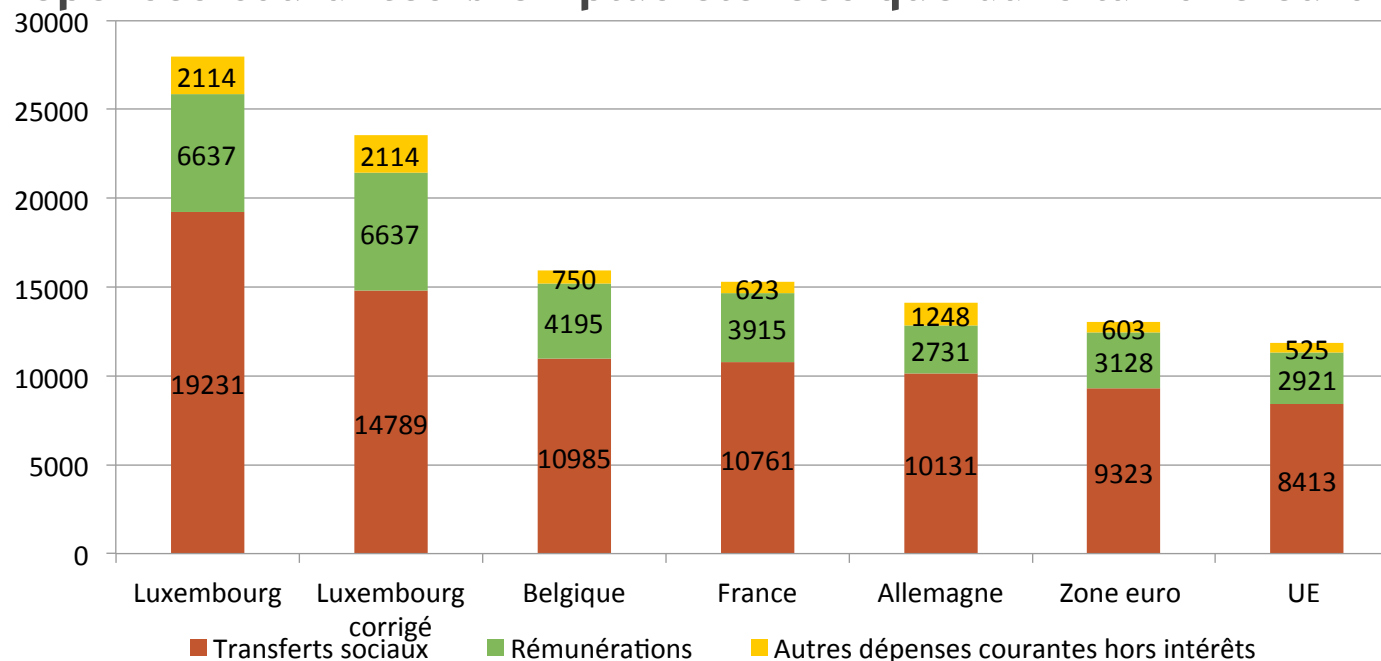
Des recettes souvent fort concentrées et fragiles

- » Forte concentration des impôts directs sur les sociétés (28% issus des SOPARFIs)
- » Fragilité similaire pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques (5% des ménages contribuent à raison de 50% des recettes, croissance de l'emploi non-marchand)
- » Fragilité de l'impôt sur la fortune
- » Fragilité des impôts indirects (TVA et accises)
- » Volatilité de la taxe d'abonnement

Défis 1 : Assurer la soutenabilité des finances publiques

Des dépenses élevées et en forte progression

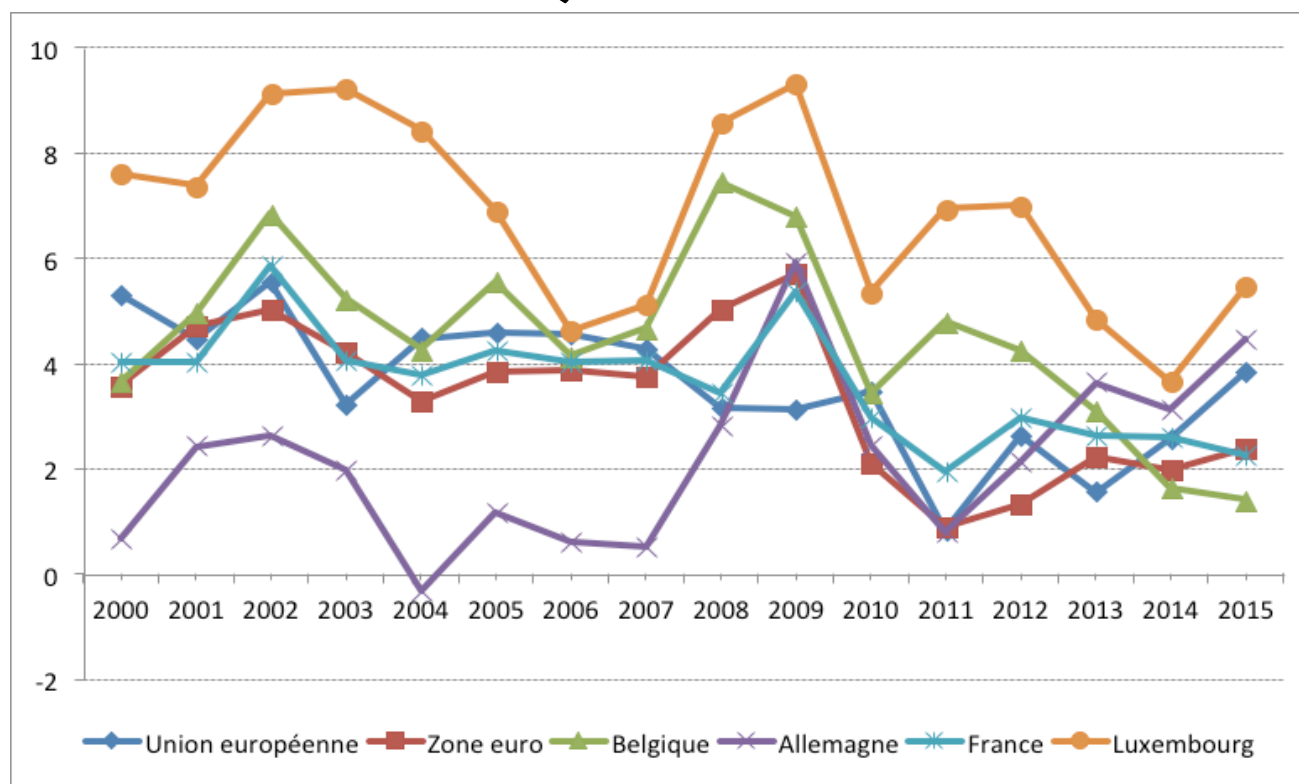
- » Augmentation des dépenses liées au vieillissement de la population
- » Dépenses courantes bien plus élevées que dans la zone euro



Source : Commission européenne, calculs UEL

Défis 1 : Assurer la soutenabilité des finances publiques

Progression des dépenses courantes hors charges d'intérêt des Administrations publiques au Luxembourg et dans des pays proches (Progression nominale, en %)



Défis 1 : Assurer la soutenabilité des finances publiques

Nécessité d'assurer une bonne maîtrise des dépenses publiques, surtout en période de forte conjoncture

- » Définir des plafonds de dépenses et mettre en place des normes de dépenses publiques opérationnelles
- » Procéder à une revue systématique des dépenses selon le principe « faire autant ou même mieux avec moins »
- » Eviter tout automatisme en matière de dépenses (éliminer les automatismes)
- » Déconnecter les dépenses des recettes vulnérables
- » Rétablir durablement la soutenabilité à terme des comptes sociaux
- » Evaluer les projets d'investissement de manière plus complète et transparente à tous les stades

Défis 2 : Investir dans l'avenir

Grâce à une réforme fiscale adéquate ...

The limited fiscal space should be used to bolster growth prospects, while adapting the tax regime to the changing international environment and ensuring the long-term viability of the pension system.

Extrait du rapport du FMI sur le Luxembourg

Défis 2 : Investir dans l'avenir

... respectant les 3 principes suivants :

- » Maintenir une fiscalité compétitive pour conforter la croissance et inciter les investissements étrangers
- » Réduire progressivement la charge fiscale des entreprises à un niveau de taux *all-in* se situant dans la 1^{ère} moitié du classement de l'OCDE et qui s'adaptera en fonction de celui en vigueur chez nos principaux concurrents (UK, Irlande, Suisse....)
- » Etablir une veille annuelle quant aux effets de BEPS pour neutraliser l'élargissement de la base par une baisse des taux

Défis 2 : Investir dans l'avenir

... et visant à soutenir l'investissement en :

- » Instaurant une réserve immunisée d'impôt pour PME
- » Augmentant la bonification pour investissement
- » Prévoyant des réductions d'impôt pour les investissements dans le capital des start-ups et PME
- » Instaurant une déduction pour investissement en fonds propres

Défis 2 : Investir dans l'avenir

Mais aussi grâce à une diversification de l'économie ...

...la forte dépendance vis-à-vis du secteur financier, qui est une caractéristique structurelle de l'économie luxembourgeoise, représente un facteur de risque.

**Rapport 2016 pour le Luxembourg de la
Commission européenne**

Défis 2 : Investir dans l'avenir

... visant à promouvoir l'entrepreneuriat en :

- » Stimulant l'esprit d'entrepreneuriat à l'école
- » Rendant le financement plus accessible aux PME
- » Supprimant les freins inutiles à la création et au développement de nouvelles entreprises
- » Créant un écosystème favorable aux entreprises innovatrices
- » Promouvant une réglementation intelligente (*Think small first*)
- » Simplifiant les démarches administratives (guichet unique)
- » Mettant en œuvre une politique volontariste vers un e-Gouvernement et une e-Administration
- » Mettant en œuvre le 4^e Plan d'action national en faveur des PME

Défis 2 : Investir dans l'avenir

... et visant à promouvoir la R&D et l'innovation en :

- » Assurant une utilisation optimale des instruments soutenant la RDI au niveau des entreprises
- » Définissant les axes prioritaires de recherche pouvant affecter positivement l'économie nationale
- » Facilitant l'accès aux programmes européens en simplifiant les procédures administratives
- » Aménageant le régime d'exonération de la propriété intellectuelle
- » Soutenant les actions de Luxinnovation en faveur des entreprises luxembourgeoises afin de les aider à répondre aux défis de la nouvelle révolution industrielle

Conclusion

Nécessité d'un modèle de croissance différent tenant compte de

- » la 3^e/4^e révolution industrielle qui s'opère
- » l'implémentation des conclusions de COP21 de Paris
- » conclusions du World Economic Forum 2016

Nécessité d'un modèle de croissance plus soutenable et durable

- » Qui veut « faire du Rifkin » doit arrêter de « faire du Ponzi »
- » Qui dit « Productivité » dit « Efficacité » : se détourner d'un modèle quantitatif pour rechercher le progrès qualitatif
- » Initiatives de l'INDR

Conclusion



Nécessité que le Gouvernement

- » tienne compte des critiques et suggestions faites par la Commission européenne
- » prenne position de manière argumentée par rapport aux propositions des partenaires sociaux
- » mette en œuvre les réformes structurelles adéquates afin de relever les défis soulevés par la Commission européenne et partagés par les organisations patronales

Le « social » de demain ne se construit pas avec les recettes d'hier



www.uel.lu



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

— ^ —
MERCI !
— v —

